

ACTION URGENTE

UN HOMME D'AFFAIRES OÛIGHOUR EMPRISONNÉ À L'ISSUE D'UN PROCÈS SECRET

Abuduaini Kadier, un homme d'affaires ouïghour qui a été jugé secrètement et condamné à sept ans de prison, semble être détenu à la suite de vacances prises en Égypte en 2016, lors desquelles il a payé les billets d'avion de plusieurs autres Ouïghours. Sa famille n'a obtenu aucune information quant à son état de santé ni même quant aux charges retenues contre lui. Abuduaini Kadier n'ayant pas la possibilité de communiquer régulièrement avec ses proches et ses avocats, Amnesty International est très inquiète pour sa santé et son bien-être.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Director Wang Jiang

Prison Administration Bureau of Xinjiang Uighur Autonomous Region
N° 380, Huanghe lu, Urumqi
830000, Xinjiang Uyghur Autonomous Region
Chine

Monsieur le Directeur,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude au sujet d'**Abuduaini Kadier** (卡德尔·阿布都艾尼), homme d'affaires établi à Kashgar, dans la région du Xinjiang. Je viens d'apprendre qu'il avait été jugé secrètement et condamné à sept ans de prison en juillet 2017. Cet homme est le beau-père de Yiliyasijiang Reheman (依力亚斯江·热合曼), qui a disparu en juillet 2017 après que les autorités égyptiennes ont arrêté et livré plusieurs centaines de personnes ouïghoures aux autorités chinoises, qui les ont rapatriées.

Abuduaini Kadier semble être actuellement détenu à la prison municipale de Yining. Cependant, les membres de sa famille qui vivent hors de Chine n'ont aucun contact régulier avec lui depuis sa disparition il y a quatre ans. Il semblerait que l'emprisonnement d'Abuduaini Kadier soit lié à sa décision de passer des vacances en Égypte en 2016 et au fait qu'il a acheté des billets d'avion pour que d'autres Ouïghours l'accompagnent.

Sans information quant aux charges retenues contre lui ni aux conditions dans lesquelles il est détenu, et étant donné qu'il n'a pas la possibilité de communiquer avec ses proches et un avocat de son choix, je m'inquiète beaucoup pour son bien-être.

C'est pourquoi je vous demande :

- **de libérer Abuduaini Kadier, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;**
- **dans l'attente de sa libération, de lui permettre de communiquer régulièrement avec sa famille et un avocat de son choix, et de veiller à ce qu'il ne soit pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Abuduaini Kadier a créé une entreprise fabricant des véhicules électriques à Kashgar, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en 2007. Avant sa condamnation en juillet 2017, il aurait été placé dans un centre de « transformation par l'éducation » entre avril et juin 2017. Aucune information officielle n'a été fournie au sujet de sa détention, que sa famille n'a apprise que par le biais d'une source en juillet 2017.

Abuduaini Kadier est le beau-père de Yiliyasijiang Reheman, qui a disparu en juillet 2017 alors qu'il étudiait en Égypte. En juillet 2017, la police égyptienne a commencé à arrêter des centaines de Ouïghour-e-s dans le pays pour les remettre au gouvernement chinois. Yiliyasijiang Reheman et sa famille ont essayé de fuir l'Égypte, mais ils n'ont pas pu embarquer dans l'avion. Personne n'a de nouvelles de Yiliyasijiang Reheman depuis lors et son épouse pense qu'il a été envoyé dans un centre de « transformation par l'éducation ».

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitant-e-s appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a en outre instauré un « système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour les activités de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres membres d'ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'ancien-ne-s détenu-e-s faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement.

La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'appelant à autoriser des experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. En revanche, elle a multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 27 juillet 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM À UTILISER : Abuduaini Kadier (il)